Charles GUÉRIN, *La Voix de la vérité. Témoin et témoignage dans les tribunaux romains du I^{er} siècle avant J.-C.*

Paris, Éd. Les Belles Lettres, coll. Mondes anciens, 2015, 424 pages

Alain Rabatel

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/10650>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.10650

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2016

Pagination : 478-481

ISBN : 9782814302839

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Alain Rabatel, « Charles GUÉRIN, *La Voix de la vérité. Témoin et témoignage dans les tribunaux romains du I^{er} siècle avant J.-C.* », *Questions de communication* [En ligne], 29 | 2016, mis en ligne le 30 juin 2016, consulté le 25 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/10650> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.10650>

une « mémoire des lieux » qui inscrit l'habitant des villes dans une « continuité mémorielle, même si, le cas échéant, [il] ne se perçoit pas [lui]-mêm[e] en tant que dépositaires d'un tel patrimoine » (p. 261). Le parcours diachronique proposé par les critiques, s'agissant, notamment, de l'évolution des plans des villes, confère une profondeur supplémentaire à l'étude en superposant mémoires urbaine et textuelle. Avant de mettre en évidence, dans une dernière partie, les « frontières symboliques » de la ville à partir de l'exemple aussi atypique que stimulant de la « Cité des princes » dans les années 60, la troisième partie propose une pertinente réactualisation de la représentation topique de la ville comme organisme. En empruntant leur vocabulaire à l'imaginaire décadent, les auteurs mettent en évidence la manière dont le fonctionnement urbain relève désormais, dans la réalité comme dans sa représentation, d'une forme de nosographie.

Malgré la convergence affichée des quatre parties de l'ouvrage vers (la représentation de) l'aliénation de l'habitant de et dans la ville, il n'est pas toujours évident de suivre le fil rouge urbain ou périurbain ; Paris aussi bien que Florange servent d'ailleurs de support à l'analyse. De fait, l'adjectif *urbain* doit bien être entendu au sens que lui conférait Henri Lefevre (pour lequel il désignait également des « individus qui, tout en se situant dans des lieux géographiquement orientés vers le pôle "campagne", n'en sont pas moins porteurs de valeurs urbaines », cité p. 55). Dès lors – et c'est sans doute dans cet autre fil rouge que réside encore un intérêt de l'ouvrage –, l'étude, synchronique comme diachronique, des espaces citadins et des valeurs urbaines proposée par Sylvie Freyermuth et Jean-François P. Bonnot est une manière de questionner, y compris dans sa dimension linguistique, l'imaginaire des racines, c'est-à-dire la question – combien actuelle – de l'appartenance » (p. 193 notamment).

Si la grande richesse théorique de l'ouvrage comme le foisonnement des exemples de tous bords constituent son grand mérite, ils représentent sans doute aussi sa limite lorsque la démonstration, soucieuse d'exemplifier avec précision, accumule les citations ; mais c'est peut-être que l'ouvrage appelle une lecture moins linéaire que simultanée des différents plans qu'il déploie, à l'image de cette « ville-système » (p. 152) protéiforme et pluridimensionnelle que les auteurs se sont minutieusement attachés à décrire et problématiser.

Stéphanie Bertrand

Écritures, université de Lorraine, F-57000
stephanie.bertrand@gmail.com

Charles GUÉRIN, *La Voix de la vérité. Témoin et témoignage dans les tribunaux romains du I^{er} siècle avant J.-C.*

Paris, Éd. Les Belles Lettres, coll. Mondes anciens, 2015, 424 pages

Du plus haut intérêt, l'ouvrage devrait retenir l'attention des historiens de la Rome républicaine et impériale, mais aussi de tous ceux qui, spécialistes des sciences du langage, du littéraire, de l'information et de la communication, voire du droit, s'intéressent à la notion de témoignage, ici abordée au prisme du témoignage judiciaire dans les tribunaux romains du I^{er} siècle avant notre ère. À vrai dire, c'est une gageure (qui fait ressortir les mérites de l'auteur), car témoigns et témoignages sont les grands absents des corpus oratoires républicains et des doctrines rhétoriques contemporaines, puisque ces deux sources privilégient l'image de l'orateur qui remporte ses procès par la seule force de son verbe, à travers sa plaidoirie, nommée *oratio continua* parce que le discours n'est pas interrompu. Cette exclusion (excepté dans la *Rhétorique* à Herennius, et, après l'époque républicaine, dans *L'Institution oratoire* de Quintilien) est accrue par le caractère massif des sources cicéroniennes, centrées, plus que d'autres, sur la promotion personnelle de l'orateur. Elle tient aussi à un embarras théorique et argumentatif qui pousse à évacuer le témoin, comme les *realia*, parce qu'ils sont considérés comme des entraves à l'imagination narrative et argumentative au fondement de l'*oratio continua*. De fait, le témoin pose problème, et d'abord un problème théorique : on pourrait considérer que le témoignage sous-tend(ra)it une position anti-rhétorique extrême : la voix des faits, qui dit la vérité, a-t-elle besoin d'artifices rhétoriques pour dire ce qui s'est passé ? Les Romains sont convaincus que oui, et, en conséquence, ils inscrivent la voix du témoin dans l'*oratio continua* qui, seule, érige un fait vu en preuve discursive.

Mais le témoin pose aussi bien des problèmes pratiques, car le témoin présent au tribunal influe sur le cours des choses : cela vaut non seulement pour celui défendu par l'orateur (dont la performance peut ou non contrarier les plans de ce dernier) lors de l'interrogatoire (*interrogatio*), mais davantage encore pour ceux cités par la partie adverse, que l'avocat tente de déstabiliser dans son contre-interrogatoire, sans être assuré de sortir vainqueur de la confrontation. Ainsi la présence physique du témoin bouleverse-t-elle la nature du travail de l'orateur, qui doit préparer ce dernier en amont pour que son témoignage soit le plus efficace possible et qui doit aussi, au tribunal, mener le dialogue, conduire le témoin à révéler ce qu'il sait, endormir la méfiance des témoins adverses, leur tendre des pièges, tout en ne nuisant pas à sa propre image professionnelle auprès des juges et du public.

Certes, la reconstruction (de l'orateur) n'évacue pas la personne des témoins, ni leurs témoignages, elle les enchâsse dans son discours, les utilise. Tout le travail (du chercheur) consiste dès lors à repérer ces traces testimoniales dans les plaidoiries, à lire derrière les conseils des traités de rhétorique les difficultés que les orateurs tentent de résoudre face à des témoins imprévisibles. Charles Guérin exhume donc le témoin, refusant toutefois de céder au retour du balancier qui consisterait à dire que la restauration de sa place dans les tribunaux serait le moment essentiel du procès, devant reléguer dans l'ombre l'orateur, par la seule force des preuves. Le lecteur appréciera bien d'autres précautions méthodologiques : concernant la prise en compte du fait que certains textes de la République s'appuient parfois sur des sources grecques en décalage avec les pratiques de l'époque ; le double filtre cicéronien (celui de l'*oratio continua*, celui de la réécriture postérieure) ; l'exploitation des traités de l'époque du Principat (*L'institution oratoire* date de la fin du I^{er} siècle après J.-C.) à la condition qu'ils évoquent des pratiques républicaines qui perdurent (pp. 15-16). De plus, l'auteur ne néglige pas des approches comparatistes, y compris avec les pratiques judiciaires des XIX^e et XX^e siècles, en France ou dans les pays de *common law* (e.g. pp. 237-249). Ce faisant, Charles Guérin permet de mieux comprendre la machine judiciaire républicaine, sa culture professionnelle, proposant une description précise des différentes sortes de témoins et de témoignages, aidant à penser la difficile question de la preuve (en soi) et de ses rapports avec la démonstration, tout particulièrement quand elle prend la forme d'une reconstruction narrative.

Dans la lignée du travail de Renaud Dulong (*Le Témoin oculaire. Les conditions sociales de l'attestation personnelle*, Paris, Éd. de l'École des hautes études en sciences sociales, 1998), ce vaste programme de recherche sur le témoignage judiciaire se déploie sur cinq chapitres. Le premier (pp. 21-92) propose une approche synthétique du statut et de la fonction du témoin judiciaire, distingué des autres *testes* et des autres acteurs du procès. Il s'ouvre aussi sur une analyse de la fonction probatoire du témoignage et de ses implications sociales. Le témoin doit dire ce qu'il a vu, ce qu'il sait, par connaissance de première main, jugée préférable à la connaissance de deuxième main (par ouï-dire évidentiel). Pour pouvoir témoigner, il faut encore être une personne digne de le faire, grâce à un ensemble de relations sociales à la source d'une identité sociale : cela explique que les *testes obscuri*, au faible capital social, soient souvent moins bien préparés par leur avocat et plus maltraités par la partie adverse que les personnages de premier plan (p. 66). Le témoin doit

se contenter de rapporter ce qu'il a vu, dans un récit, en étant neutre (même si l'expression des émotions est tolérée), en utilisant des énoncés déclaratifs à valeur assertorique, sans argumenter, car cela est du ressort des seuls orateurs. Le témoin accidentel, occasionnel, qui surprend un acte répréhensible (*arbitrarius*) est bien différent du *testis instrumentaire*, c'est-à-dire du témoin sollicité par deux parties pour assister à un acte officiel, dont il sert de garant (comme les témoins actuels d'un mariage ou d'un testament olographe). Ces *testes instrumentaires* témoignent pour des actes de justice privée (*iudicia privata*), mais ils peuvent aussi témoigner dans des procès publics (*iudicia publica*). Ils doivent être un citoyen (mâle) à part entière, sain de corps et d'esprit, sans condamnation. Les femmes, les esclaves, enfants, pérégrins – sauf s'ils parlent latin –, les victimes parties civiles, les ascendants, descendants ou collatéraux de l'accusé ne peuvent témoigner vu leur statut ou leurs relations avec l'accusé. Le témoin naturel n'est pas soumis à autant de restrictions, une femme peut témoigner, un esclave aussi, mais uniquement après avoir été torturé et sous la forme d'une déposition écrite, tandis que le témoin instrumentaire doit déposer oralement.

Le deuxième chapitre (pp. 93-140) analyse le cadre procédural du *testimonium* judiciaire. Le témoin prête serment, il est libre de se présenter au tribunal ou non (il n'y a pas de trace de punitions en cas d'absences), pour la *iudicia privata*, mais il peut être contraint à comparaître dans la *iudicia publica* (pp. 108-111) ; en revanche, une fois au tribunal, il doit répondre aux questions. Les témoignages sont recueillis oralement, après le premier discours des avocats, dans des interrogatoires et contre-interrogatoires menés par les avocats (non par les juges) et ils sont ensuite évoqués à nouveau dans le dernier discours des avocats, avant le verdict. Ainsi les faits sont-ils évoqués directement avec les témoins et, indirectement, dans l'*oratio continua*, en amont (car l'avocat a tout intérêt à orienter d'emblée l'interprétation des témoignages de ses témoins, qu'il connaît avant le procès). Et c'est encore plus vrai en aval : l'orateur peut alors revenir sur les témoignages qui lui sont favorables, leur donner plus de force que ne l'a fait le témoin, et peut surtout déminer le terrain en décrédibilisant les témoignages de la partie adverse ou en réorientant la preuve. Les interrogatoires pouvaient durer plus d'une semaine ; aussi les lois pompéiennes de 52 avant J.-C. les limitèrent à trois jours et réduisirent les plaidoiries à deux heures pour l'accusation, trois pour la défense. Une autre innovation capitale fut de placer les dépositions avant les plaidoiries, ce qui inversait l'ordre des priorités : le témoin ne se positionnait plus par rapport au discours

enchâssant de l'orateur, tandis que ce dernier devait argumenter à partir des témoignages, posés comme le socle de son travail. Jules César supprima ces lois, en s'appuyant sur le fait que les juges qui rendaient le verdict n'étaient pas ceux qui assistaient aux débats oraux (pp. 104-105). Si j'avais à formuler un regret, c'est que l'ouvrage n'ait pas analysé plus en détail les éventuels changements de modes d'argumentation de l'*oratio continua* dans cette nouvelle configuration. À supposer qu'il existe des documents datant de ces lois, il serait passionnant de poursuivre l'investigation.

Le troisième chapitre (pp. 141-191) dégage la centralité des dépositions lors du procès. Les interrogatoires, qu'on peut inférer à partir des discours indirects de l'*oratio continua* (traces de réécriture littéraire), reposaient essentiellement sur des questions au discours direct, soit avec une batterie de questions, soit par une succession de questions et de réponses. Les témoins étaient en situation précaire, sous la dépendance de l'un des orateurs ou soumis aux pressions, pièges de l'avocat de la partie adverse. Leur témoignage s'apparente à des preuves extra-techniques (matérielles), les preuves techniques, discursives (selon la distinction d'Aristote) étant plutôt réservées aux orateurs.

Le chapitre 4 (pp. 193-301) porte sur la matérialité des interrogatoires, avec leurs échanges, les termes utilisés et les stratégies de l'orateur. Ces interrogatoires sont la partie la plus délicate et imprévisible du procès pour les orateurs, qui ne sont jamais assurés de la coopération de leurs témoins (dont le but n'est pas nécessairement la vérité) et qui doivent travailler sous les yeux du public, jamais acquis d'avance, ni définitivement. Un témoin peut être retourné (ou se retourner de lui-même), il peut se ridiculiser et/ou ridiculiser l'orateur. L'interrogatoire fonctionne au mieux lorsque le témoin coopère. Encore faut-il que cette coopération, qui repose sur une préparation en amont, soit discrète, afin de ne pas susciter, chez les juges et dans le public, l'impression contreproductive d'une vérité arrangée à l'avance (pp. 220, 237-242). Le fonctionnement décrit ci-dessus concerne l'interrogatoire des témoins amis, qui porte plutôt sur les faits. Il ne correspond pas exactement aux contre-interrogatoires des témoins de la partie adverse, qui portent plutôt sur leurs dires antérieurs : il faut alors dominer les témoins sans les brusquer, les conduire à témoigner dans un certain sens sans y paraître, à se contredire ou à dire ce qu'ils veulent à tout prix taire (pp. 269-287). Tout cela présuppose une très bonne connaissance des dossiers, mais aussi une très bonne connaissance des Hommes, un grand contrôle de soi pour prendre l'ascendant sans blesser, du moins pas avant d'être arrivé à ses fins (pp. 210-217). L'avocat a

toute latitude de poser toutes sortes de questions (à la différence du cadre contraint des questions dans le système judiciaire américain contemporain, qui explique que certaines peuvent être rejetées et que les témoins soient dispensés de répondre), ces dernières pouvant porter sur les faits ou non, comprendre des jugements axiologiques ou des présupposés circonstanciels visant à déstabiliser le témoin de la partie adverse. Le témoin est censé répondre avec une subjectivité mesurée, qui est ressentie comme la marque d'une vérité crédible, tandis que, à l'inverse, un témoignage froid, objectif, atténuerait la portée du fait et de la preuve. En ce sens, la modalisation du témoin n'exprime pas ses doutes, mais indique son engagement dans son témoignage et son respect des règles (p. 266) : « La preuve testimoniale n'a de valeur que passagère et attend toujours une validation ou une confirmation extérieure à elle-même » (p. 267). Autrement dit, l'interrogatoire et le contre-interrogatoire co-construisent (ou déconstruisent) l'*actoritas* du témoin, sa crédibilité, et préparent ainsi le travail d'élaboration de la preuve dans le cadre de la démonstration fournie par l'*oratio continua*, au moyen d'outils en apparence logiques et dialectiques, mais en réalité fondamentalement rhétoriques, centrés sur le public (p. 301).

Le chapitre 5 (pp. 303-382) revient sur les mécanismes argumentatifs érigeant le témoignage en preuve et discute des différentes techniques de mise à l'épreuve des témoins. Il pose la question cruciale de la *ueritas* testimoniale, lors des interrogatoires comme lors de leur exploitation dans l'*oratio continua*. *Ueritas* distincte de l'*actoritas*, *ueritas* qui, encore une fois, ne se suffit pas à elle-même pour les Romains, car elle doit être relayée par l'*actoritas* du témoignage lui-même, autrement dit sa force de conviction. On est très loin de la conception arendtienne des témoignages (il s'agit bien sûr de témoignages forts, à l'instar de ceux du génocide des juifs ou des tziganes) qui se donnent comme vérité s'imposant en tant que telle, indépendamment de tout accompagnement rhétorique ou démonstratif, ne laissant pas aux récepteurs la possibilité d'opiner librement. D'où, chez les Romains, la traque des faux témoignages, l'accent mis sur les dispositifs pouvant induire en erreur, notamment la méfiance envers un certain nombre de témoins étrangers, appuyée sur des stéréotypes nationalistes (pp. 338-347). Derrière cette traque du faux témoignage se profile une conception bien spécifique du vrai et des relations humaines. Comme plus tard Jeremy Bentham (*A Treatise on Judicial Evidence*, Londres, Baldwin, Cradock and Joy, 1825), les Romains – qui font preuve d'un pragmatisme utilitariste avant l'heure – considèrent que, l'être

humain faisant davantage l'expérience de la vérité que du mensonge, plus complexe à gérer, est incité plutôt à croire les affirmations d'autrui. Cette conception valorise les témoignages naturels, sous peine de voir l'ordre social se désagréger. Tel est le fondement de la croyance en un discours véridique. Dès lors, la fiabilité du témoignage n'est pas remise en cause dans son principe : par exemple, les Romains ne se livrent pas à la critique des sens, qui interdiraient toute prétention à accéder au vrai (critique qui, ainsi formulée, est discutable). Ce dont les Romains se méfient, ce sont les mauvaises intentions qui sont à la base des faux témoignages, ce qui, par contraste, confirme qu'ils considèrent les témoignages comme des instruments utiles à la manifestation de la vérité (pp. 378-380).

L'ouvrage est en tous points passionnant. Il comporte une très riche bibliographie (mais on regrette l'absence de Mima Velcic-Canivez, *Prendre à témoin*, Paris, Ophrys, 2006), ainsi que de précieux *index rerum, nominum*.

Alain Rabatel

Icar, université Lumière-Lyon 2, F-69700
alain.rabatel@univ-lyon1.fr

Sébastien LEDOUX, *Le Devoir de mémoire. Une formule et son histoire*

Paris, CNRS Éd., 2016, 367 pages

Issu d'une thèse de doctorat en histoire réalisée sous la direction de Denis Peschanski et distinguée en 2015 par le prix de la Recherche de l'Institut national de l'audiovisuel, l'ouvrage montre, par une minutieuse enquête, comment l'expression *devoir de mémoire* a fait florès et a accédé au rang de formule. Formule fourre-tout, formule-valise, formule-gigogne, qu'est-ce donc que le « devoir de mémoire » ? Que recouvre cette expression ? La mise à jour du palimpseste révèle de nombreuses fonctions que l'auteur s'attache à décrypter avec une démonstration en quatre parties : « Archéologie du *devoir de mémoire* », « Naissance d'une formule », « Grammaire du *devoir de mémoire* » et « Entre défiance et dissémination ».

La recherche s'appuie sur l'analyse d'un imposant corpus archivistique audiovisuel et numérique croisé avec diverses sources documentaires (publications, articles de presse écrite, entretiens). Quantitative et qualitative, la méthodologie utilisée permet de repérer les occurrences de l'expression, analyser les contextes de son apparition et étudier ses enjeux mémoriels, sociétaux, culturels et politiques. La réussite de ce projet ambitieux tient à la rigueur dans la confrontation de sources diversifiées qui permet

l'élaboration d'hypothèses intéressantes dépassant souvent les strictes limites du sujet et à la mobilisation de concepts issus d'autres champs disciplinaires. En proposant une analyse multifocale, Sébastien Ledoux échappe au travers de la position de surplomb souvent teintée d'un moralisme se voulant de bon aloi... Ici, pas de jugement de valeurs ou d'indignation affichée, l'auteur propose une démonstration pas à pas qui, bien que technique pour le lecteur profane, conserve jusqu'au bout une grande clarté.

Les titres des deux premières parties laissent filtrer des résonances foucaaldiennes annonçant une analyse de la force et des effets du langage dans la construction de notre rapport au réel, un réel polysémique et mouvant, se nourrissant d'interactions successives, conscientes et inconscientes, arrimées aux dimensions individuelles et collectives. Dans la première partie (pp. 23-82), l'auteur indique que, entre 1970 et 1980, on assiste à l'émergence de l'expression étudiée dans des champs multiples – poésie, discours politiques, psychanalyse. Cette apparition s'inscrit dans la continuité d'un vaste mouvement – entamé dès les années 60 – centré sur la mémoire comme en réponse aux craintes liées à la disparition d'un monde ancien. Au décours de ces préoccupations, dans les années 70, naît un intérêt pour des récits représentatifs d'une « mémoire populaire » (Michel Foucault, « Anti-Rétro », entretien, *Cahiers du cinéma*, 251-252, juil.-août 1974) puis pour la « mémoire collective » selon la conception « normative » de la mémoire de Pierre Nora (p. 80).

C'est, avec Serge Barcellini, sous la présidence de François Mitterrand, autour des années 80, que le mot *mémoire* remplace *souvenir*, vocable habituel issu de la Première Guerre mondiale. Avec cette entrée dans l'univers politique, parce qu'elle est utilisée pour la création de différentes instances, l'expression vient irriguer les politiques du présent ; il s'agit d'agir sur aujourd'hui grâce au passé. Les commémorations doivent désormais participer à la conservation « de notre mémoire collective » (p. 70). La mémoire devient un patrimoine national qu'il convient de conserver et de mettre en valeur et il revient à l'État d'en assurer la sauvegarde. Ce qu'il fait, en déclarant le 8 mai (jour de la victoire sur l'Allemagne nazie) férié, en créant la Commission nationale de l'information historique pour la paix ou en travaillant sur l'enseignement de l'histoire.

De fait, les dispositifs concernent toute une série de destinataires et l'expression *devoir de mémoire* sert de levier pour les présenter. La mémoire s'installe désormais dans un cadre de références collectif où « lieux de mémoire » (Pierre Nora, cité p. 70) et « politique de la